

La route vers l'accès universel



Accélérer l'accès à la prévention, au traitement aux soins et au soutien du VIH

30 JAN
2006

Relever le défi en Amérique Latine

Consultation régionale de l'Amérique Latine sur l'accélération vers l'accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et au soutien : leçons apprises en matière d'appropriation régionale et nationale et d'inclusion large des personnes vivant avec le VIH/SIDA, des organisations religieuses et de la société civile au sens large.



Consultation régionale sur l'accélération, Brasilia, Brésil, 12-14 janvier 2006

Parmi les actions prioritaires identifiées lors de la consultation régionale de l'Amérique Latine sur l'accélération de l'accès universel, figuraient notamment la réduction du coût des médicaments du SIDA et des autres produits nécessaires, la garantie d'un financement supplémentaire, plus grande sensibilisation internationale à l'épidémie dans la région et la lutte contre l'homophobie et la discrimination basée sur le genre.

La première consultation régionale sur l'accès universel

La consultation régionale sur l'accès universel — la première de ce genre — a été organisée par le Groupe de Coopération technique horizontale d'Amérique Latine et plusieurs réseaux de la société civile d'Amérique Latine et des Caraïbes hispanophones. Les gouvernements et la société civile de toute la région ont massivement participé. Les représentants des réseaux de personnes vivant avec le VIH/SIDA, de professionnels du sexe, d'hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes ainsi que d'autres groupes à risque élevé d'exposition au VIH se

sont engagés dans un dialogue constructif avec les représentants des autorités nationales du SIDA, les coparrainants de l'ONUSIDA, et l'Eglise catholique.

Cette diversité a ouvert des perspectives intéressantes dans l'identification des principaux obstacles à l'accès universel et aux moyens de les vaincre. Les participants se sont exprimés de manière ouverte et enthousiaste, amenant l'expérience de leurs pays et communautés pour contribuer aux efforts régionaux d'amélioration de l'accès à la prévention, au traitement, aux soins et au soutien.

Les participants ont été instamment priés de trouver des solutions aux principaux obstacles politiques, économiques et sociaux à l'intensification. "Un travail technique considérable a été accompli, mais il est crucial que des programmes SIDA intégrés affrontent les obstacles politiques, sociaux et culturels qui entravent l'accès notamment des pauvres, des jeunes, des femmes et des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes" a insisté Michel Sidibe, coprésident du Comité d'Orientation mondial sur l'accélération.

Des efforts largement couronnés de succès en matière d'accélération des programmes de traitement et de soins. Des actions de prévention du VIH insuffisantes.

Une revue générale de la riposte au SIDA en Amérique Latine a mis en évidence un paradoxe entre des efforts largement couronnés de succès en matière d'accélération des programmes de traitement et de soins et des actions de prévention du VIH insuffisantes. D'une manière générale, les programmes de prévention actuels du VIH ne ciblent pas suffisamment les groupes vulnérables à l'infection et n'exploitent pas systématiquement les méthodes scientifiquement prouvées. Le matériel de prévention (préservatifs masculins et féminins, matériel d'injection sûr et matériel diagnostique) est rare et coûteux. En ce qui concerne le traitement, la couverture de 62% de l'Amérique Latine semble indiquer que l'accès universel est imminent mais le défi persiste : les médicaments ne sont toujours pas fabriqués localement en quantité suffisante, les protocoles de deuxième ligne sont extrêmement onéreux et les accords de libre-échange bilatéraux entravent la capacité des pays à tirer parti des accords internationaux qui les autorisent à produire des versions bon marché des médicaments protégés par un brevet. Le maintien de la couverture actuelle du traitement est menacé à la fois par l'augmentation de l'incidence des infections à VIH et par le coût élevé des médicaments.

La prévention est à la traîne à cause de la stigmatisation, du manque d'engagement financier des pays et de la faible couverture des zones rurales.

Trois panels ont discuté des obstacles généraux à l'accélération. Le panel consacré à l'intégration de la prévention, du traitement et des soins a montré comment la prévention était à la traîne à cause de la stigmatisation, du manque d'engagement financier des pays et de la faible

couverture des zones rurales et au sein des groupes vulnérables. Les efforts relatifs au traitement et aux soins sont plus performants bien que les groupes vulnérables soient confrontés à des difficultés d'accès au traitement — l'homophobie et l'inégalité des sexes ont été cités comme des obstacles majeurs — et que les soins de suivi soient de qualité inégale, notamment à cause d'un renouvellement trop rapide du personnel de santé.

Travailler avec la société civile

Un autre panel s'est concentré sur la disponibilité, le coût et la distribution des produits essentiels. Il a identifié plusieurs facteurs clés qui entravent l'accès notamment aux médicaments abordables, aux préservatifs, aux tests de charge virale et à du matériel d'injection sûr :

- l'incapacité de certains pays à tirer parti de l'assouplissement des règles internationales de brevet ;
- des pratiques d'approvisionnement et de distribution médiocres ;
- la géographie — de vastes régions avec des populations isolées — couplée à une planification et à une logistique médiocres ;
- et des programmes de prévention fondés sur une idéologie plutôt que sur des preuves scientifiques.

Solutions recommandées

Le troisième panel a surtout parlé des questions suivantes : l'homophobie, la violence à l'égard des femmes, la manière d'atteindre les adolescents et les jeunes gens, le rôle des personnes vivant avec le VIH/SIDA dans l'élaboration des politiques nationales et le rôle influent de l'Église catholique dans la riposte au SIDA. Dans la majorité des pays de la région, il existe déjà des lois garantissant le droit à la santé et à la protection vis-à-vis de la discrimination, mais elles sont rarement mises en application. Les règlements et les budgets nécessaires ne sont en

effet pas disponibles dans la plupart de ces pays. Une plus grande implication des personnes vivant avec le VIH/SIDA et de la société civile dans son ensemble est nécessaire à l'élaboration des politiques et à la prestation des services. Le panel a mis l'accent sur la nécessité urgente de combattre l'homophobie dans la région. Les participants ont également suggéré que les activistes du SIDA devraient établir des liens avec l'Eglise catholique qui est non seulement l'influence spirituelle dominante de la région mais également un prestataire majeur de soins de santé et de services sociaux. On a également discuté des moyens de mieux offrir prévention, traitement et service de soins et de soutien aux adolescents et aux jeunes, un problème transversal de la riposte au SIDA.

Les deuxième et troisième jours de la consultation ont été consacrés à l'élaboration des solutions qui avaient été recommandées vis-à-vis des principaux obstacles au niveau régional, mais également national et mondial. Les actions régionales identifiées ont été les plus détaillées et elles ont été assorties de calendriers clairs, témoignant de la focalisation régionale de la consultation :

1. Suivi Régional des progrès et soutien aux consultations nationales dans l'accélération vers l'accès universel.
2. Etapes spécifiques grâce aux mécanismes de coordination sous-régionale et aux réseaux régionaux de la société civile afin de renforcer les négociations conjointes sur le prix des produits essentiels ; et d'envisager des commandes conjointes de produits au niveau régional et sous-régional pour réduire encore les coûts.
3. Elaboration d'une proposition conjointe du programme SIDA du Brésil et du Réseau latino-américain et caraïbe d'organismes d'entraide et de lutte contre le SIDA (LACCASO) afin de tirer parti de l'assouplissement des règles mondiales de brevet pour la promotion de médicaments antirétroviraux plus abordables, notamment ceux utilisés dans les protocoles de deuxième ligne.
4. Elargissement et renforcement d'un réseau régional technique et multisectoriel (comprenant le gouvernement et la société civile) afin de garantir les transferts de technologie ainsi que la production locale et régionale de produits de prévention et de traitement, y compris ceux nécessaires au diagnostic.
5. Elaboration de propositions régionales pour le financement du Fonds Mondial et d'autres sources de financement extérieur.
6. Un soutien technique accru du Groupe de Collaboration Technique Horizontale pour l'élaboration de systèmes de S&E sensibles au genre au sein des ripostes nationales.
7. Un soutien technique accru du Groupe de Collaboration Technique Horizontale pour l'élaboration de directives nationales de prévention focalisées sur les populations vulnérables.

Les pays qui préparent des consultations nationales sur l'accélération vers l'accès universel ont été instamment conviés à consacrer davantage de ressources à la prévention du VIH dans le secteur de la santé et dans les autres secteurs ; à renforcer le rôle de la société civile et des mouvements sociaux dans les processus d'élaboration des politiques nationales ; à augmenter le financement des ONG ; à inclure l'éducation en matière de sexualité et de genre dans les plans nationaux de lutte contre le SIDA ; à renforcer les capacités des mouvements sociaux et d'autres partenaires cruciaux dans la riposte au SIDA ; et à renforcer les politiques publiques et l'application de la législation relatives à la discrimination et aux biais liés au genre et favorables aux droits humains des personnes pauvres et vulnérables. Les pays ont également été encouragés à tenir des consultations nationales sur l'accélération vers l'accès universel d'ici la fin du mois de mars 2006.

Les participants ont également appelé les partenaires mondiaux à élaborer des outils d'évaluation des progrès sur la route de l'accès universel au niveau national et régional, y compris les vérifications externes ; à renforcer les engagements politiques et économiques internationaux à diminuer les prix des produits essentiels ; et à revoir les indicateurs et les critères utilisés dans la détermination de l'éligibilité des pays au financement international. Ils ont également appelé à des efforts internationaux plus intenses pour soutenir les populations à risque particulier d'infection par le VIH ; à renforcer les politiques de prévention du VIH grâce à une application plus large des preuves apportées par la recherche en sciences sanitaires et sociales ; de publier en espagnol et en portugais les documents clés de la riposte au SIDA disponibles pour les communautés et les gouvernements de la région.

**Davantage d'informations et de documents sont disponibles sur demande
à universal_access@unaids.org**